

Vu l'avis du conseil de la jeunesse, de l'éducation populaire et des sports en date du 9 juillet 1984 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. - La délégation prévue à l'article 17 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 ne peut être accordée qu'à des fédérations sportives agréées, dont les statuts sont conformes aux statuts types définis par le décret n° 85-236 du 13 février 1985 et qui, aux termes de ces statuts, sont constituées pour organiser la pratique d'une seule discipline sportive ou de disciplines connexes.

Art. 2. - Sous réserve des dispositions transitoires du troisième alinéa de l'article 4 du présent décret, la délégation est donnée pour une période de quatre ans qui débute le 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant les derniers jeux olympiques.

La délégation cesse de plein droit en cas de retrait de l'agrément ; elle peut être retirée, après avis du comité national olympique français, lorsque la fédération cesse de satisfaire aux autres conditions prévues à l'article 1<sup>er</sup> du présent décret et dans le cas de manquement grave aux règlements internationaux ou aux règles techniques.

Art. 3. - Outre les pouvoirs qui leur sont délégués en vertu de l'article 17 précité de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984, les fédérations sportives ayant reçu délégation du ministre chargé des sports exercent les attributions ci-après :

1° Elles communiquent au ministre chargé des sports et à la commission nationale du sport de haut niveau la liste de ceux de leurs licenciés qui sont aptes à obtenir la qualité de sportif de haut niveau ;

2° Elles donnent leur avis sur les projets de textes instituant les brevets d'Etat d'éducateur sportif et sont représentées dans les jurys d'examen qui décernent ces brevets.

Art. 4. - Le décret n° 76-489 du 3 juin 1976 est abrogé.

Toutefois, les habilitations accordées aux fédérations sportives dans les conditions prévues par ce décret continueront à produire effet, à l'égard des fédérations ayant mis leurs statuts en conformité avec les statuts types annexés au décret n° 85-236 du 13 février 1985, jusqu'à ce qu'intervienne, pour la ou les disciplines sportives comprises dans l'habilitation, un arrêté de délégation pris en application du présent décret et, au plus tard, jusqu'au 31 décembre 1985.

Les délégations faisant suite aux habilitations accordées en vertu du décret n° 76-489 du 3 juin 1976 auront effet jusqu'au 31 décembre 1988.

Art. 5. - Le ministre délégué à la jeunesse et aux sports est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 février 1985.

LAURENT FABIOUS

Par le Premier ministre,

Le ministre délégué à la jeunesse et aux sports,  
ALAIN CALMAT

**Décret n° 85-239 du 15 février 1985 modifiant et complétant le décret n° 76-1193 du 10 décembre 1976 portant statut du corps de l'inspection générale de la jeunesse et des sports**

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre délégué à la jeunesse et aux sports,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public, et notamment son article 8 ;

Vu le décret n° 76-1193 du 10 décembre 1976 portant statut du corps de l'inspection générale de la jeunesse et des sports ;

Vu l'avis du comité technique paritaire ministériel du ministère de la jeunesse et des sports en date du 13 novembre 1984 ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. - Les dispositions de l'article 3 du décret du 10 décembre 1976 susvisé sont complétées ainsi qu'il suit :

« En outre, un emploi vacant sur trois dans le corps des inspecteurs généraux peut être pourvu dans les conditions fixées par l'article 8 de la loi du 13 septembre 1984 susvisée par décret en conseil des ministres. Nul ne peut être nommé inspecteur général de la jeunesse et des sports, à ce titre, s'il n'est âgé de quarante-cinq ans accomplis.

« Les emplois vacants pourvus par la réintégration des inspecteurs généraux dans leur corps ne sont pas pris en compte pour l'application de l'alinéa précédent. »

Art. 2. - Les dispositions de l'article 6 du décret du 10 décembre 1976 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Art. 6. - Lorsqu'elles concernent des fonctionnaires ou agents publics, les nominations prévues à l'article 3 ci-dessus sont prononcées à la classe et à l'échelon comportant un traitement égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui dont les intéressés bénéficiaient à la date de leur nomination dans leur précédent emploi.

« Dans la limite de l'ancienneté exigée pour l'accès à l'échelon supérieur, ils conservent l'ancienneté d'échelon acquise précédemment si leur nomination leur procure une augmentation de traitement inférieure à celle qu'entraînerait, dans leur ancienne situation, la promotion à l'échelon supérieur ou, s'ils sont déjà à l'échelon terminal, à celle qui résulterait de leur dernière promotion.

« Les nominations sont faites au 1<sup>er</sup> échelon de la 2<sup>e</sup> classe du corps des inspecteurs généraux lorsqu'elles concernent des personnes qui ne sont ni fonctionnaires ni agents publics. »

Art. 3. - La première vacance qui intervient à compter de la parution du présent décret est pourvue dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article 3 nouveau ci-dessus du décret du 10 décembre 1976 susvisé.

Art. 4. - Le Premier ministre, le ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre délégué à la jeunesse et aux sports, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 février 1985.

FRANÇOIS MITTERRAND

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,  
LAURENT FABIOUS

Le ministre délégué à la jeunesse et aux sports,  
ALAIN CALMAT

Le ministre de l'économie, des finances et du budget,  
PIERRE BÉRÉGOVOY

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,  
chargé de la fonction publique  
et des simplifications administratives,  
JEAN LE GARREC

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie,  
des finances et du budget, chargé du budget  
et de la consommation,  
HENRI EMMANUELLI